

jour d'hui, nous devons alors commencer par communiquer avec les deux parties. Selon certains, nous ne pouvons communiquer avec le Biafra parce que nous ne le reconnaissons pas. En termes diplomatiques, il n'existe pas. C'est il y a quelques jours à peine que l'un de nos ministres s'est levé en Chambre pour annoncer de nouvelles ventes de blé de millions de dollars à un autre pays qui, selon notre représentation diplomatique, n'existe pas. Il est très facile de vendre du blé à quiconque désire en acheter, qu'il existe ou non, mais lorsqu'il s'agit de lancer une opération de secours pour des gens qui meurent littéralement d'inanition, alors il faut se conformer rigoureusement aux normes et ne faire que des contacts diplomatiquement acceptables.

Pour ma part, je ne tiens pas à ce que le Canada figure au rang des pays à avoir pris position dans une guerre absurde. Tout au plus pouvons-nous nous dire pacifistes. Je ne suis pas, moi, un pacifiste, mais je ne suis pas non plus belliciste ou militariste. Je crois que le Canada devrait être un pacificateur, et il me semble incroyable que l'homme qui est maintenant premier ministre de notre pays, qui a dit dans le passé bien des choses au sujet de la création d'une moralité internationale qui faciliterait la discussion de certains problèmes au sein d'une nouvelle tribune internationale, en soit réduit à n'être plus qu'un autre partisan national dans cette grande tragédie.

Certains ont parlé du rôle important que joue le Canada en tant que diplomate tranquille. Comment s'exerce cette grande diplomatie tranquille? Il a été question de temps à autre de ce que notre gouvernement a fait mais, à y regarder de près, on constate qu'une bonne partie de nos efforts étaient bien timides ou mal dirigés. Si la diplomatie tranquille a du bon, nous voulons voir des résultats concrets. Nous en avons assez d'entendre les allusions voilées du premier ministre et d'autres membres de son gouvernement qui cherchent à se défendre au lieu d'agir de façon positive.

Je ne passerai pas tout mon temps à critiquer le gouvernement. Je l'ai fait ailleurs, et d'autres m'ont dit qu'ils m'avaient assez entendu parler là-dessus. Permettez-moi de vous signaler quelques initiatives qui s'offrent encore au gouvernement. Certaines sont si évidentes que je ne comprends pas pourquoi on n'y a pas avisé il y a bien des mois.

On a dit récemment, pour expliquer l'inefficacité de nos avions Hercules, que les pistes d'atterrissage d'Enugu, de Calabar et de Port-Harcourt ne convenaient pas, ou qu'elles ne supporteraient pas l'atterrissage continu de ces avions. Sauf erreur, il s'agissait d'avions militaires; il aurait donc été relativement

facile pour notre aviation, à cause de la formation qui s'y donne, d'améliorer l'état des aéroports locaux ou, au besoin, d'en construire de nouveaux. Le gouvernement veut-il nous faire accroire que si nous nous mettions en guerre, nous passerions autant de temps à dire que nous ne pouvons utiliser ces avions un peu partout parce que nous n'avons pas d'aéroports qui conviennent, et que nous devons attendre cinq ou dix ans pour l'installation de pistes assez solides pour supporter l'atterrissage de ces avions? C'est absurde, et la plupart des gens le savent.

Il y a quelques semaines, j'ai demandé au premier ministre pourquoi, étant donné qu'un si grand nombre d'appareils demeuraient inactifs, nous n'organisions par un largage massif. Il m'a répondu, je crois, que le gouvernement n'y avait pas songé. C'est une des raisons fondamentales pour laquelle nous possédons ces appareils, mais nous nous contentons de les faire revenir au Canada. Pourquoi ne pourrions-nous pas effectuer un largage dès maintenant?

Plus tôt, le premier ministre avait parlé de la possibilité d'établir des corridors, ajoutant que le Nigéria avait offert des corridors terrestres et maritimes, mais que le Biafra avait refusé. La chose est pour le moins trompeuse. Des corridors ont été offerts de temps à autre par les deux adversaires, mais ils les ont tous deux refusés. Si le premier ministre veut faire des déclarations au sujet des opérations de secours, nous devrions au moins obtenir un exposé complet et non des faits partiels et truqués.

Le député de Greenwood et moi-même avions cru au début que l'on éviterait certaines difficultés soulevées par des actes de guerre et dont parlait le premier ministre. Il n'en parle plus depuis un certain temps, mais d'autres problèmes se posent. Nous avons proposé que le gouvernement agisse comme d'autres agences et gouvernements et mette ses appareils à la disposition d'organismes privés pour éliminer toute possibilité de différend international qui compromettrait l'intérêt national. Cette proposition, bien entendu, a tout au plus été envisagée brièvement puis écartée.

Je soutiens qu'il y avait d'autres solutions possibles si le gouvernement avait vraiment voulu agir. Nous savons que d'autres organismes sont à l'œuvre, et même si nous ne pouvons pas offrir les services de nos appareils, nous avons des ressources financières. Un comité se réunit actuellement à Toronto pour tenter de se procurer assez d'argent pour acheter un appareil Super Constellation, en vu d'intensifier l'opération de secours au Biafra. Notre gouvernement est-il disposé à fournir une aide et sommes-nous prêts à verser une somme correspondante? Ces questions, me